

NOTIFIÉ le : 31/01/2023  
ENVOYÉ au contrôle de légalité le : 03/02/2023

ARRÊTÉ n° 9  
AFFICHÉ le : 31/01/2023

REPUBLIQUE FRANCAISE

COMMUNE de VINEZAC  
Mairie  
1 place Denis Tendil  
07110 Vinezac

Dossier n° DP 007 343 23 D 0002

Dépôt : le 09/01/2023  
Demandeur : SASU EDF ENR, représentée par Monsieur  
DECLAS Benjamin  
Pour : Installation d'un générateur photovoltaïque en toiture  
(20.70 m<sup>2</sup> de panneaux)  
Adresse du terrain : Route de Largentière, 330 Chemin des  
Flogères à VINEZAC (07110)

**ARRÊTE DE NON OPPOSITION  
à une déclaration préalable  
au nom de la commune**

Le Maire,

Vu la déclaration préalable déposée le 09/01/2023, par la SASU EDF ENR, représentée par Monsieur DECLAS Benjamin, demeurant au 360 rue Louis de Broglie à AIX-EN-PROVENCE (13290), enregistrée sous le numéro DP 007 343 23 D 0002 ;

Vu l'objet de la déclaration :

- pour : Installation d'un générateur photovoltaïque en toiture (20.70 m<sup>2</sup> de panneaux),
- sur un terrain situé : Route de Largentière, 330 Chemin des Flogères à VINEZAC (07110) ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 28/06/2006, modifié le 13/12/12, mis en révision le 05/10/2015 ;

Vu la prescription du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) en date du 07/03/2019 ;

**ARRÊTE**

**Article unique**

Il n'est pas fait OPPOSITION à la déclaration préalable.

Fait à VINEZAC, le 31 janvier 2023

Le Maire,  
M. André LAURENT.



La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du Code général des collectivités territoriales.

**Le (ou les) demandeur(s) peu(ven)t contester la légalité de la décision dans les DEUX MOIS qui suivent la date de notification.** A cet effet il peut saisir le tribunal administratif de Lyon d'un recours contentieux soit par voie dématérialisée ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) soit par courrier. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

**Durée de validité de la déclaration préalable :** Conformément à l'article R424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de TROIS ANS à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours, le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Conformément aux articles R424-21 et R424-22, l'autorisation peut être prolongée deux fois pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas, la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire(s) de la déclaration préalable peu(ven)t commencer les travaux après avoir :** installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau conforme aux prescriptions des articles A424-15 à A424-19, visible de la voie publique décrivant le projet.

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :** dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaire(s) au plus tard quinze jours après le début du recours.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation :** Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L242-1 du code des assurances.